Pologne, août 1980 : un exemple d'auto-organisation ouvrière

lundi 23 août 2010, par MALEWSKI Jan, SMUGA Cyril (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 1980).

Cet article a été iniialement publié sous le titre « La victoire au bout de la grande grève » dans *Inprecor* n° 84 du 11 septembre 1980. Cyril Smuga était le pseudonyme de Jan Malewski, alors journaliste de *Rouge*, l'hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale).

Sommaire

- Contrôler l'application (...)
- Gdansk, jeudi 14 août, 6 (...)
- Discuter ici et maintenant
- De Gdansk à l'ensemble du
- « Jamais ils n'accepteront ça
- Le syndicat libre c'est (...)
- Meczyslaw Jagielski : « (...)
- La victoire des mineurs (...)
- Les 21 revendications du (...)

Le 1er juillet 1980, en décidant en catimini d'une augmentation des prix de la viande distribuée dans les magasins d'entreprise, la bureaucratie polonaise déclenchait la plus grande crise politique depuis 1948.

Après les premières grèves, c'est plus d'une centaine d'entreprises qui ont débrayé courant juillet, souvent en élisant leurs représentants. Les bulletins ronéotés de l'opposition se faisaient les porte-parole du mouvement, popularisant les revendications et les formes de lutte les plus avancées [1]. Lublin, une ville industrielle de l'Est de la Pologne, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière soviétique, fut paralysée pendant quelques jours par une grève générale. Mais le travail a repris avant que les diverses entreprises aient pu organiser une direction commune de la grève. Fin juillet, les bureaucrates commencèrent à accorder les avantages arrachés par les grévistes à des entreprises non encore touchées par le mouvement, où l'exemple des victoires d'autres travailleurs risquait d'être suivi. Ce fut le cas notamment à Poznan, où les travailleurs de Cegielski (locomotives et moteurs de navires) arrachèrent la victoire pour presque toutes les entreprises de la ville, comme ils l'avaient déjà fait en juin 1956 [2]).

Contrôler l'application des revendications

Ce qui a marqué ce mouvement en particulier, dès les premiers jours, ce fut la volonté des travailleurs de contrôler l'application des revendications qu'ils ont arrachées. A Ursus [3], près de Varsovie, la commission ouvrière élue durant la grève s'est maintenue. A Lublin, les cheminots obtinrent le renouvellement des syndicats locaux. A Bielsko-Biala et Tychy, les 15 000 ouvriers de l'usine automobile FSM [4], s'étant aperçus que les promesses qui leur avaient été faites après une première grève (les 16, 17 et 18 juillet 1980) n'étaient pas réalisées, débrayaient début août. Il en a été de même de ceux de WSK Swidnik [5], qui, après avoir débrayé et signé un accord début juillet, s'arrêtèrent à nouveau deux semaines plus tard. Ils avaient compris qu'ils pouvaient obtenir plus que les 7 % d'augmentation de salaire qui leur avaient été accordés. Ils obtinrent 15 %.

L'opposition, en particulier le KSS-KOR, popularisait le mouvement, montrant qu'il est possible de gagner. Ailleurs, c'est l'incurie même des bureaucrates, soucieux de donner le moins possible, qui a favorisé l'extension des grèves. Ainsi à Bierun Stary, dans une entreprise de matières synthétiques où 170 travailleurs sur les 2000 que l'entreprise employait avaient fait grève le 1er août, la direction a cédé en accordant 20 % d'augmentation… pour les seuls 170 grévistes ! L'histoire s'est répétée dans une verrerie de Walbrzych. A Varsovie, la victoire des éboueurs, qui après avoir obtenu une augmentation de salaire de 700 zlotys réclamaient une prime pour travail insalubre, était au centre de toutes les conversations. De même le fait que les cheminots de Lublin obtinrent des élections libres dans le syndicat (officiel), avec le droit de présenter autant de candidats qu'ils voudront, est devenu un exemple ailleurs. Dans un pays où la « coutume » veut que le bureau syndical sortant présente une liste bloquée, unique, dans laquelle il y a parfois — preuve de démocratie aiguë — une place réservée pour les propositions de l'assemblée, le choc fut de taille.

Carte de la Pologne en 1980

Dans une déclaration du 10 août le KOR parlait de 150 entreprises touchées par les grèves depuis début juillet. Il soulignait leur *« bonne organisation »* et la *« solidarité »* des ouvriers. Il mettait en avant la création dans certaines entreprises *« d'authentiques représentations ouvrières »* préparant de nouvelles élections syndicales *« afin que les travailleurs soient réellement représentés dans les comités d'entreprise »* et appelait les travailleurs à *« approfondir leur solidarité ». « Dans le cas contraire »*, écrivait-il, *« les autorités vont s'efforcer d'étouffer sans pitié le mouvement ouvrier comme cela fut le cas en juin 1976 »* [6]. L'appel sera entendu.

Gdansk, jeudi 14 août, 6 heures du matin

Au chantier naval « Lénine » de Gdansk, la situation était tendue depuis quelques jours. Le 10 août, la direction avait licencié Anna Walentynowicz, militante du Comité provisoire pour la constitution des syndicats libres du littoral baltique, alors qu'elle était en arrêt-maladie. Motif : faute

professionnelle. Mais les travailleurs savaient qu'Anna payait ainsi pour la grève contre la hausse des prix qui, début juillet, avait paralysé un département du chantier naval. Les discussions fusent, on se rappelle qu'Anna, mutée en décembre 1979 après une manifestation de plus de cinq mille travailleurs à l'occasion de l'anniversaire du massacre des grévistes de 1970 [7], a été réintégrée grâce à la solidarité. La grève était dans l'air, il ne manquait qu'une impulsion.

Jeudi 14 août, 6 heures du matin : les militants du Comité distribuent plusieurs milliers de tracts et le dernier numéro du bulletin Robotnik , qui rend compte des grèves de juillet et raconte comment ceux d'Ursus s'étaient organisés [8]. Parmi eux, Lech Walesa, ancien dirigeant de la grève de 1970, bien connu dans l'usine. Lui aussi avait été licencié. Quelques minutes plus tard, les travailleurs du département K-3 se réunissent en assemblée générale. Ils décident de débrayer, confectionnent une banderole qui exige la réintégration d'Anna Walentynowicz, forment un cortège qui se rend devant les bureaux de la direction. Les autres départements débrayent, l'un après l'autre. Vers 8 heures la grève est totale. Les grévistes, massés devant le bâtiment de la direction, tiennent une assemblée générale, élisent un comité de grève après avoir discuté d'une liste de revendications et de 11 points :

1. Réintégration immédiate d'Anna Walentynowicz à son poste ;

2. 2000 zlotys pour tous ;

3. Alignement des allocations familiales sur celles de la milice ;

4. Alignement de toutes les retraites sur le régime le plus favorable ;

5. Publication immédiate par la presse, la radio, la TV d'informations exactes sur les grèves ;

6. Construction d'un monument à la mémoire des martyrs ouvriers de décembre 1970 devant l'entrée du chantier naval ;

7. Dissolution du Conseil d'entreprise du syndicat [officiel] ;

8. Suppression du réseau des magasins « commerciaux » [vendant entre autres la viande et la charcuterie 100 % au-dessus du prix officiel] ;

9. Retour et réintégration de Lech Walesa, licencié précédemment ;

10. Dissolution des syndicats officiels à l'échelle nationale ;

11. Libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Le directeur du chantier naval « Lénine », lui aussi un ancien membre du comité de grève de décembre 1970 — symbole des mille et une façons qu'emploie la bureaucratie pour détruire toute représentation ouvrière indépendante — reçut le comité de grève. Il accepta la réintégration d'Anna et celle de Lech Walesa, ainsi que le principe de construction d'un monument à la mémoire des assassinés en décembre 1970. Il a promis que les organes d'information publieront des informations sur la grève. Une voiture, mise à la disposition des grévistes par la direction, partit chercher Anna Walentynowicz chez elle. Elle a été cooptée au comité de grève, ainsi que Lech Walesa. Pour le reste : *« Mais nous ne pouvons décider du reste, laissez-nous le temps de consulter… On vous répondra sous huit jours. »* La question du pouvoir central, seul responsable de la situation et seul habilité à décider, éclatait aux yeux de tous. *« La situation de notre patrie est difficile. Seul le travail patient, acharné, la réalisation des objectifs du plan, peuvent l'améliorer. Reprenez le travail, nous continuerons à discuter avec vous. »*

Discuter ici et maintenant

Le comité de grève revint devant l'assemblée générale vers 16 heures. Les propositions du directeur ont été accueillies par des sifflets des ouvriers. *« C'est ici et maintenant que l'on doit discuter ! »*, lançait un ouvrier. Applaudissements. Tous sentaient que leur force, dont le retour parmi eux de Walentynowicz et Walesa était la preuve, se fondait sur leur unité. S'ils se séparaient, reprenaient le travail, ils perdraient l'initiative. Une nouvelle proposition, acclamée par la foule, était faite : *« Installons un système de sonorisation qui permette, grâce au réseau de mégaphones de l'usine, que chaque gréviste entende les discussions avec EUX. » Le comité de grève élargi fut réélu ainsi qu'un service d'ordre chargé d'assurer l'ordre et la sécurité durant l'occupation. On reconnaissait ses membres par un brassard jaune. Ils formaient les piquets, contrôlaient tous les camions à l'entrée et à la sortie du chantier naval. Une décision historique fut prise : « Pendant la grève on ne boit pas ! »* [9] Près de 15 000 travailleurs étaient alors présents en assemblée générale, car l'équipe de l'après-midi était arrivée. Il était 16h30.

Une seconde négociation démarrait à 17 heures. La sonorisation permit à tous les grévistes de suivre son déroulement. Ils intervenaient fréquemment, pour compléter les explications des membres du comité de grève ou pour répondre aux dires des bureaucrates. La direction tenta de reprendre l'avantage : royal, le directeur lança du haut de sa fonction : *« Nous vous accordons 1200 zlotys d'augmentation pour tous ainsi qu'un point de plus sur l'échelle des salaires. Reprenez le travail pour… »* Il ne put finir, des cris *« On connaît ! »*, *« Ça va comme ça ! »* ont fusé. Le secrétaire du parti du chantier s'engagea par écrit sur la non-répression des grévistes, signa l'accord pour le monument et fit un appel à la reprise du travail *« au nom des intérêts de la classe ouvrière, du pays… »* On le remit à sa place : *« La classe ouvrière, c'est nous ! »*. Les négociation étaient interrompues à nouveau, la direction n'ayant rien de plus à proposer. *« Nous en discuterons avec les autorités compétentes… laissez-nous le temps, une à deux semaines… »* Tout se brisa sur la liberté des élections syndicales.

Nouvelle assemblée générale avec les membres du comité de grève. Les revendications ont été précisées :

► reprise immédiate des négociations ;

► le comité de grève doit être un organe permanent et il doit se maintenir après la reprise du travail ;

► tous ceux qui ont été licenciés depuis 1970 doivent être réintégrés (une liste circule, on se rappelle les noms des camarades, en un rien de temps elle compte déjà plusieurs dizaines de noms) ;

► le point 10 de la liste des revendications est reformulé pour qu'il n'y ait pas d'équivoque possible : Dissolution de CRZZ [10].

La négociation reprit, puis fut de nouveau suspendue à 23 heures pour la nuit. Des délégations d'autres entreprises de la ville commençaient à arriver, acclamées. Ceux du Port du Nord — immense terminal pour la houille et les hydrocarbures, construit au début des années 1970 — expliquaient qu'ils étaient aussi en grève et proposèrent un échange de représentants entre les deux comités de grève. Puis, ceux des autobus et tramways sont venus pour informer qu'ils avaient décidé de commencer la grève le lendemain. Le 15 août les entreprises entraient en grève l'une après l'autre. D'abord, celles en coopération avec le chantier naval — comme « Elmor », qui avait déjà débrayé début juillet — puis les autres. Dans la soirée la grève, générale à Gdansk, commençait à s'étendre à la région.

De Gdansk à l'ensemble du littoral de la Baltique, grève générale

Les entreprises en grève, à l'instar de celles du Port du Nord, commencèrent à envoyer leurs représentants au chantier naval « Lénine » : pour mener des négociations en commun, lorsque les délégué(e)s ont été élus et mandatés ou « pour voir comment il faut faire » quand ce sont des groupes de travailleurs qui n'ont pas la même tradition de luttes. *« Les trois premiers jours ont été les plus durs »*, explique un délégué du Chantier naval « Commune de Paris » de Gdynia. *« Personne ne savait vraiment comment faire. Le 17 août, un tout petit groupe de jeunes s'est réuni et a fait le tour des ateliers. Ils se sont mis immédiatement en contact avec ceux de Gdansk, ont adopté les mêmes revendications et des délégués ont été élus dans chaque atelier »* [11].

Alors que les communications téléphoniques entre Gdansk-Gdynia-Sopot — la « triville » — et le reste du pays furent coupées, le 15 août vers 13 heures la région comptait déjà plus de 50 000 grévistes. Le rétablissement des communications devint immédiatement l'ultimatum des grévistes, sans la réalisation duquel ils refusèrent de continuer les négociations. *« Nous sommes fermement décidés à poursuivre notre mouvement jusqu'à la satisfaction de nos revendications »*, expliquait Anna Walentynowicz, résumant le sentiment général. Le comité de grève passa de dix personnes au début du mouvement à plus de 100. « Démocratie » devint le mot-clé de la grève. En tant que revendication d'abord — c'est le sens de toutes les « précisions » apportées aux revendications initiales, mais aussi en tant que moyen de lutte le plus efficace, que les travailleurs découvrirent massivement.

Samedi [16 août] les négociations reprenaient, malgré le blocus téléphonique. Un vice-Premier ministre, Tadeusz Pyka, était arrivé de Varsovie pour mener les négociations aux côtés de la direction et de Tadeusz Fiszbach, secrétaire départemental du parti. Ils proposèrent 1500 zlotys d'augmentation si le travail reprenait. Le comité de grève refusa. Mais les délégués des ateliers, élus la veille à la demande du directeur *« pour que votre représentation soit plus démocratique »* (*sic*), hésitaient : 1500 zlotys, ce n'est pas rien ! Dehors, l'assemblée générale à l'écoute des négociations grâce à la sonorisation manifesta sa désapprobation — *« Deux mille, deux mille ! »* — et son approbation de celui qui devint la figure centrale du comité de grève : *« Walesa ! Walesa ! Qu'il vive cent ans ! »* (ce cri deviendra d'ailleurs le leitmotiv du mouvement, la façon la plus claire de manifester la représentativité du comité de grève). Les négociations suspendues à nouveau, une assemblée générale houleuse commençait.

« Si vous reprenez le travail, personne n'obtiendra quelque chose ailleurs », expliquait un représentant du dépôt des bus. Puis il révélait aux travailleurs du chantier que le même vice-Premier ministre leur avait proposé 2100 zlotys d'augmentation, à condition qu'ils reprennent le travail sans en informer les autres. Walesa reprit l'argument : *« Nous n'avons pas le droit de lâcher ceux qui se sont mis en grève pour nous soutenir. Nous devons continuer la grève jusqu'à la victoire de tous ! »* Tonnerre d'applaudissements. Il proposa aussi d'élire de nouveaux délégués des ateliers, car les premiers ne représentaient plus le mouvement. Nouveaux applaudissements. Les travailleurs du chantier naval venaient de renouer avec une vieille tradition du mouvement ouvrier : le principe de réélection des représentants à tout moment.

Alors que les négociateurs gouvernementaux ont disparus, la grève, qui avait failli s'arrêter, trouvait un nouveau souffle. Pour couper l'herbe sous les pieds de toute manœuvre de division — car partout les directions annoncèrent que « Lénine » avait repris le travail — une nouvelle forme d'organisation fut proposée. Les délégations des autres usines, accourues aux nouvelles, l'approuvèrent. Une plate-forme commune et un comité central de grève — qui prendra le nom du Comité de grève interentreprises (MKS) — allaient être créés.

A « Lénine », un millier d'hésitants sont rentrés chez eux. Car pour tous il devint clair que les négociations avaient changé de niveau : c'est directement au gouvernement que s'en prenaient les travailleurs. Les questions de salaires, de prix, de retraites — à l'origine de la grève — passaient au second plan. Avant toute autre chose c'étaient des garanties politiques de leur réalisation que les travailleurs exigeaient à partir de ce moment.

Tard dans la nuit la plate-forme de revendications commune apparaissait :

► droit de grève ;

► respect des libertés d'opinion, d'expression et de publication ;

► application des Conventions internationales concernant les libertés syndicales (ratifiées par la bureaucratie polonaise) ;

► élections libres avec la garantie de représentation de tous les courants politiques ;

► liquidation des magasins « commerciaux » ;

► liquidation des privilèges de l'appareil et des forces de répression ;

► libre accès aux médias pour toutes les Églises ;

► débat national sur les moyens de sortir de la crise économique ;

► respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire ;

► garantie de l'approvisionnement du marché et donc exportation des seuls excédents.

Sur la liste des 21 revendications, seulement trois étaient spécifiquement matérielles : 2000 zlotys d'augmentation égale pour tous, celle des frais de déplacement professionnel et l'échelle mobile des salaires. Les militants de l'opposition — dont certains tels Anna Walentynowicz, Lech Walesa et Andrzej Gwiazda étaient élus au comité de grève ou, comme Bogdan Borusewicz, un des fondateurs du KOR, jouissaient d'une estime réelle auprès des travailleurs — furent dépassés et paniqués.

« Jamais ils n'accepteront ça ! »

C'est que la liste de revendications établie signifiait l'affrontement politique direct avec la bureaucratie et eux ne se sentaient ni assez forts ni prêts à une telle éventualité. Le KOR n'a-t-il pas affirmé depuis toujours qu'il fallait organiser la société sans se soucier du pouvoir ?

Walesa intervint en premier : *« Jamais ils n'accepteront ça ! Il ne peut s'agir là de conditions sine qua non pour la reprise du travail ! »* Il sera entendu et approuvé, mais l'espoir de voir formuler un programme alternatif qui trace la voie d'une autre Pologne, sans le pouvoir haï des bureaucrates, sera le plus fort. Deux niveaux de discussion s'entremêlaient : celui de la tactique et celui de la stratégie globale du changement. *« Oui, c'est vrai, ils n'accepteront pas ça. Mais c'est ce qu'on veut, il faut le dire ! Qui, sinon, le dira ? »*, lançait un ouvrier dans la foule. *« Oui, bien dit ! »*, entendit-on autour de lui. La discussion fut difficile. C'est que les grévistes apprenaient tout sur le tas : le contenu de la société à laquelle ils aspirent et la tactique de la lutte ? Des arguments à l'emporte-pièce ont fusé. Bogdan Borusewicz : *« Demander des élections pluralistes, c'est du maximalisme. Si le Parti cédait, Moscou interviendrait. Il ne faut pas de revendications qui, soit acculent le pouvoir à la violence, soit entraînent sa décomposition. C'est la liquidation de la censure qui a entraîné*

l'intervention à Prague. Il faut leur laisser une porte de sortie ! ». Un délégué l'intrrompit : *« On leur laisse une porte de sortie puisqu'on les laisse gouverner !* » Borusewicz enchaîna : *« Il faut plus de revendications économiques et des revendications politiques négociables, par exemple la libération des prisonniers politiques en donnant leurs noms* » [12].

Parallèlement à l'élaboration des revendications, dans chaque entreprise, l'organisation de la grève avançait. Des comités de grève furent élus partout et envoyèrent une représentation au chantier naval « Lénine ». C'est là que l'assemblée des représentants a formé le comité de grève interentreprises (MKS) fort de quelques quatre cent personnes. Les délégués faisaient la navette entre « Lénine » et leur entreprise, rendaient compte du déroulement de la grève et des négociations. Ils pouvaient être révoqués à tout moment. L'usage des magnétophones à cassette s'est généralisé. Ainsi, dans chaque boîte, tous les travailleurs pouvaient suivre le déroulement des travaux du MKS et des négociations, enregistrées.

La MKS avait en outre toute prérogative pour conduire la grève. Il formait des commissions de travail — entretien, information, liens avec les journalistes présents sur place, sécurité — et décidait si certaines entreprises devaient continuer à travailler pour assurer les besoins des grévistes. Ainsi la raffinerie produisait, au ralenti, l'essence nécessaire aux transports, des bus et des trains circulaient, l'industrie alimentaire dépassait les plus hautes normes (fixées par les bureaucrates auparavant) pour assurer l'approvisionnement de la population. La « tri-ville » (Gdansk, Gdynia, Sopot) vivait au rythme de la grève, au rythme que les grévistes avaient décidé.

Pour mener les négociations et diriger la grève d'heure en heure, le MKS élit en son sein un présidium de 13 personnes. Au fur et à mesure que le mouvement s'étendait — le 18 août un périmètre de 100 kilomètres autour de Gdansk était déjà en grève — le MKS grossissait. A la fin de la grève on comptera près de 1000 délégué(e)s !

Lundi 18 août, alors que le vice-Premier ministre chargé des négociations s'enfermait dans la préfecture, accroché à la ligne directe avec Varsovie, au chantier plus personne ne l'attendait. Les discussions fusaient : sur la plate-forme, mais aussi sur tout ce que la grève avait fait découvrir, la démocratie, le syndicalisme, le rôle des travailleurs dans la marche du pays. Les militants du comité provisoire pour la constitution des syndicats libres [13] — qui s'appelle « Syndicat libre » depuis le samedi 16 août, lorsqu'au cours d'une interruption des négociations sa fondation fut officiellement annoncée — donnent des cours de formation syndicale. Le chantier naval ressemblait ainsi à la Sorbonne de mai 1968.

Le syndicat libre c'est le contrôle

Sur les revendications, tout le monde était d'accord : *« Le plus important, c'est le syndicat libre !* » Mais tous les espoir refoulés des 21 revendications ressortaient dans les discussions sur le rôle du syndicat. *« Le syndicat libre, c'est le contrôle des choix économiques à tous les niveaux : local, régional, national. Il faut un nouveau plan et c'est comme ça qu'on le fera* ».

« Un nouveau syndicat, indépendant de l'État et du gouvernement, avec son journal propre, est la seule voie pour sortir le pays de la crise. Certes, la situation économique est très compliquée… mais qui, sinon les travailleurs, peut dire qui a raison ? Un nouveau syndicat évitera bien des erreurs ! ». *« Nous faisons des investissements improductifs, nous dépensons mal notre argent. Les travailleurs, tous les Polonais doivent pouvoir choisir tout ce qui est nécessaire. Certaines réformes économiques seront peut-être dures, mais un syndicat libre et son contrôle sur toutes les activités économiques du gouvernement sont les seules garanties pour nous sortir de là*». *« Une entreprise de préfabriqués près d'ici tourne à 50 %. Le gouvernement a décidé d'en construire une autre à côté. C'est absurde.*

Elle est inutile. Peut-être que le Comité central [du parti] ne le sait pas, mais nous, les ouvriers, nous le voyons tous les jours. » Toutes ces idées, avancées le 26 août lors des négociations avec le nouveau représentant du gouvernement, le vice-Premier ministre Mieczyslaw Jagielski, sont nées de ces discussions, souvent à bâtons rompus, durant les premiers jours de l'occupation.

Au cours de ces journées, durant lesquelles la bureaucratie, visiblement divisée, était incapable de se résoudre à une décision — céder ou réprimer —, où les journaux polonais changeaient de ton du jour au lendemain au gré des rapports de forces au sein du comité central [14], les grévistes prenaient de plus en plus conscience du sens de leur lutte : quelle que soit la solution finale, le compromis qu'il faudra faire, cette grève n'est qu'un début. Après, avec le syndicat, il faudra continuer. Jusqu'où ? La question restait en suspens.

Les informations sur l'extension des grèves étaient suivies avec une attention toute particulière. Les postes capables de capter les radios étrangères étaient pris d'assaut. A Gdansk, chacun pouvait se rendre compte du renforcement du mouvement. Ceux qui, hésitant un moment, étaient partis du chantier, sont revenus, occuper de nouveau. Mais ailleurs ? Ce n'est que le mardi 19 août qu'à Gdansk les grévistes surent avec certitude qu'à Szczecin la grève était aussi générale depuis trois jours et qu'à l'image de Gdansk un MKS avait été constitué, que les grévistes avaient aussi rejeté les premières propositions, insignifiantes, du pouvoir et qu'ils avaient placé au premier plan la question du syndicat libre.

Les signes de solidarité étaient attendus avec la plus grande impatience. En témoigne l'accueil réservé à Claude Sardais, représentant de la CFDT, acclamé et porté en triomphe quand il est arrivé porteur d'un message de solidarité et de 11 000 francs français de soutien. C'était également le ton lorsqu'une délégation d'une mine de charbon de Silésie arriva pour s'informer et demander conseil. Et, le 20 août, lorsqu'à Varsovie le KOR annonçait 300 000 grévistes en tout dans le pays, à Gdansk les grévistes attendaient encore avec impatience que quelque délégation, échappée de l'étau policier, vienne apporter des nouvelles.

Cependant, après le discours télévisé d'Edward Gierek, le premier secrétaire du Parti, le 19 août, le mouvement de grève s'était étendu. Outre Szczecin, la ville d'Elblag [15] s'était dotée d'un MKS. Et tout le littoral baltique entre Gdansk et Szczecin — autour de 300 kilomètres — était en effervescence. Des débrayages de solidarité se multipliaient dans toute la Pologne.

En Silésie, dans les mines, des « comités ouvriers » semi-clandestins avaient fait leur apparition, prêts à se déclarer officiellement si ceux de Gdansk avaient besoin de leur aide. C'est que si Gierek s'était montré incapable d'offrir aux travailleurs en lutte quoi que ce soit d'autre qu'un discours creux, par sa seule apparition, il a fait sentir la gravité de la situation. Un premier secrétaire faisant son autocritique et parlant des grèves, annonçant que certaines revendications sont justes et que d'autres le remettent en cause, « conseillant » de ne pas aller trop loin car il y a des choses sur lesquelles il n'y a pas de compromis possible — bref, étalant la peur de sa caste — ce n'était pas tous les jours qu'il était possible de voir ça à la TV. Les travailleurs, conscients de leur force, ne se laissaient plus berner par les discours cyniques d'un bureaucrate aux abois. L'arrestation des militants du KOR et les éditoriaux menaçants sur les « éléments antisocialistes » ont fait le reste. Une majorité d'ouvriers polonais avait compris qu'une épreuve de force était dans l'air et que son issue pouvait leur être favorable.

La situation demeurait pourtant incertaine. La TV polonaise mentionnait longuement les grèves de Gdansk et Szczecin, devenues impossibles à cacher, soulignant à quel point elles gênaient les « petites gens », des employés devant se lever deux heures plus tôt pour se rendre au travail, des mères de famille n'arrivant pas à faire leur courses (comme s'il y avait là un changement !), des écoliers désireux de se rendre en classe, etc. Elle présentait de longues interviews d'ouvriers au

travail, ailleurs en Pologne, qui expliquaient que travailler est la seule manière pour améliorer *« la situation désastreuse du pays »*. Elle a même rendu compte d'une homélie très ambiguë (et rendue encore plus ambiguë par le censeur) du cardinal-primat de Pologne, Stefan Wyszynski, qui tentait de réconcilier le loup et les brebis. Mais les travailleurs n'étaient pas dupes. Ils voyaient qu'une grève générale est possible et attendaient le signal.

Il ne viendra pas. A Gdansk le MKS se refusait à toute aventure. Sûr de gagner ou refusant de montrer son incertitude, il attendait calmement les propositions constructives du pouvoir. Il approvisionnait même, au compte-goutte, la police en essence. Comme le dira plus tard Walesa, lors du dernier round des négociations, en parlant du Comité central du parti, *« je dis qu'en ce moment, ce n'est pas la plus haute instance politique »*, résumant ainsi ce sentiment qui s'affirmait au fur et à mesure que la grève durait et que la direction du Parti montrait son incapacité. Il fut même question — après que Tadeusz Pyka, *« appelé à d'autres fonctions à Varsovie »*, ait laissé la place de chef de la commission gouvernementale de négociations à un autre vice-Premier ministre, Mieczyslaw Jagielski, et que ce dernier ait repris les négociations avec le MKS le 21 août — que le comité de grève lance un appel aux travailleurs de Pologne : *« Nous ne sommes pas pour l'extension des grèves qui risquent de pousser le pays à la limite de l'effondrement, n'entreprenez pas de nouvelles grèves »*, disait en substance ce communiqué, avant de préciser : *« Si nous n'obtenons pas de résultats d'ici trois ou quatre jours, alors, que les grèves s'étendent ! »* Et il répétait que la question la plus importante était celle du syndicat libre. Au dernier moment, craignant que tout le monde interprète un tel communiqué comme signifiant que le pouvoir s'est déplacé de Varsovie à Gdansk, du Comité central au MKS, le gouvernement s'est opposé à sa télédiffusion.

Meczyslaw Jagielski : « J'accepte, je signe ! »

Nommé le 21 août chef de la commission gouvernementale, alors que le Premier ministre Edward Babiuch venait de sauter, Jagielski a fait une entrée remarquée à Gdansk en annonçant à la radio locale : *« Nous pouvons accepter de suite certaines de vos revendications. Quant aux autres, nous expliquerons pourquoi cela nous est impossible. »* Il accepta également de se rendre au chantier naval pour négocier avec le MKS. Entouré d'« experts », il a facilité l'arrivée à Gdansk d'intellectuels indépendants, que les grévistes ont accepté comme « experts » pouvant les aider, sur les questions juridiques notamment. Le pouvoir espérait qu'entre gens du même monde, les « experts » pourront s'entendre plus facilement. En vain : le MKS n'a à aucun moment lâché des mains la direction des négociations et a utilisé les « experts » pour expliquer aux travailleurs les questions juridiques compliquées.

Cependant le négociateur gouvernemental se montrait intransigeant sur la question du syndicat libre, tentant d'orienter la question vers une « libéralisation » des syndicats officiels. Dans l'appareil, après que le Premier ministre Babiuch ait été viré, l'heure était au branle-bas de combat. Déjà, au début de la grève du chantier naval, quand le MKS prit en main le fonctionnement de la tri-ville, des désertions isolées de bureaucrates apeurés s'étaient produites. Tel ce monsieur, numéro deux du service du personnel du chantier naval « Lénine », avant la grève, maître du sort de 17 000 travailleurs, qui monta à la tribune pour expliquer qu'il « est avec les ouvriers en grève » et qu'il « avait toujours ressenti de la sympathie » pour eux. Mais, craignant à la fois les travailleurs et leurs propres « camarades », la majorité des cadres de l'appareil s'était tue.

Mais de très dures luttes avaient vu le jour au sein même de l'appareil central, entre les partisans de la « manière dure », qui avaient fait acheminer à Gdansk des renforts de policiers anti-émeutes et des gaz paralysants, préparant l'investissement du chantier naval par la force, et ceux qui pensaient encore pouvoir s'en sortir en magouillant. Le Ve plénum du Comité central, qui s'est tenu le 30 août,

fut particulièrement divisé. Le huis clos fut total, même les sténo ne purent entrer. Si ce plénum n'annonçait pas (encore) la démission de Gierek, ce dernier le devait à sa position internationale et au délai nécessaire pour lui trouver un remplaçant accepté par les divers secteurs de la caste au pouvoir. Il fallait aussi éviter de donner l'impression de prendre une telle décision « à chaud », sous la pression des événements, c'est-à-dire en cédant devant une grève générale en puissance.

Enfin parmi la base du Parti ouvrier unifié polonais (POUP, au pouvoir), l'effervescence n'était pas moindre. Un manifeste exigeant un renouveau y circulait, porteur déjà de plusieurs dizaines de signatures. On estimait par ailleurs que 40 % des délégués du MKS avaient leur carte du parti en poche. Et des réunions de cellule ou de cadres intermédiaires furent annulées en nombre : « On » avait « peur de ne pas pouvoir répondre aux questions » de la base.

Durant les derniers jours des brèches sont également apparues dans les forces de répression. Ainsi les grévistes ont rendu publique une communication entre policiers captée par la radio, où ces derniers annonçaient que des officiers de l'armée distribuaient un tract de soutien aux grévistes. Par ailleurs le bulletin quotidien du MKS, Solidarnosc (« Solidarité »), a pénétré dans certaines casernes. Le 31 août, une délégation de soldats, annonçant que des militaires faisaient une grève de la faim en solidarité avec les grévistes, s'était même rendue au chantier naval [16].

Après deux jours de discussions au finish, au cours desquelles Jagielski tenta vainement de vider de leur contenu les revendications politiques, d'en atténuer la signification, allant même jusqu'à essayer de signer et de faire signer une copie, dans laquelle le terme « indépendant » rapporté au syndicat autogéré avait disparu, la bureaucratie céda sur toute la ligne. Le syndicat libre était créé, recevait des locaux officiels, s'apprêtait à publier un journal [17]. Le droit de grève était reconnu. Les grévistes et « les personnes les aidant » se voyaient garantir l'impunité. Les prisonniers politiques devaient être libérés. Le présidium du MKS se transformait en direction provisoire du syndicat.

Si, sur les questions matérielles, l'accord signé n'était pas aussi net, le gouvernement s'engageait à présenter à une date précise un programme détaillé de leur réalisation, reconnaissant ainsi une autorité plus haute que la sienne.

De même, il se voyait obligé d'accepter une discussion nationale sur les moyens de sortir le pays de la crise.

Pour tous les travailleurs la victoire était totale. La reconnaissance de syndicats indépendants du pouvoir, non limités géographiquement, ouvrait pour leur vie et pour leurs luttes une nouvelle période. Ils pouvaient accumuler leurs forces et préparer de nouveaux combats. Mieux, ils pourraient contrôler pas à pas les pratiques du gouvernement et, le cas échéant, le censurer. Le contenu de l'accord correspondait à ce niveau de conscience : si les travailleurs avaient reculé devant l'idée de la prise du pouvoir et affirmaient que leur grève n'était pas politique, ils considéraient en même temps comme étant les prérogatives du syndicat la plupart des fonctions d'un véritable pouvoir ouvrier. *« Une fois l'accord signé, rien n'est terminé, tout commence »*, lançait Walesa.

Partout en Pologne des délégations ouvrières demandaient l'enregistrement d'une nouvelle association. Son nom ? « Syndicat indépendant autogéré ! ». Siège social ? « 13 rue Marchlewskiego, Gdansk ! » [18]

En Pologne, la révolution politique venait de commencer. Le pouvoir, en débandade, a cédé une première fois. Prochaine échéance, le congrès national du « Syndicat indépendant autogéré » que le MKS de Gdansk prépare pour dans quelques semaines [19].

La victoire des mineurs de Silésie

Plusieurs délégations de mineurs de Silésie s'étaient rendues au chantier naval « Lénine » de Gdansk durant la seconde semaine de grève, témoigner leur solidarité mais aussi demander des conseils : *« Devons-nous nous mettre en grève ? »* Malgré les consignes de modération reçues, avant que l'accord ne soit signé à Gdansk, des grèves ont éclaté en Silésie. Le 28 août la mine de Jastrzebie démarrait le mouvement, suivie en espace de deux jours par 26 autres mines et 27 usines. A l'exemple de Gdansk, les 300 000 grévistes formaient un comité de grève interentreprises.

La Haute Silésie, région d'ancienne industrialisation, connaissait un tel mouvement pour la première fois depuis des décennies. Avant la guerre, les syndicats contrôlés par la démocratie chrétienne étaient peu enclins à faire grève. Puis les hauts salaires et les avantages sociaux la mirent à l'abri de 1956, 1970 comme de la grève de 1976. En juin 1980, la bureaucratie avait accordé une augmentation de salaires importante aux mineurs et aux sidérurgistes, désamorçant par avance le mécontentement qui a suivi la hausse des prix du 1er juillet.

Puis *« l'atmosphère de Gdansk a joué. Comme ça durait, ça nous a permis de réfléchir à ces syndicats libres et à la liberté d'expression, de comprendre ce que nous pensions au fond de nous-mêmes. Et puis la mauvaise gestion, l'inflation "qui mange les heures supplémentaires" ont fait que les travailleurs ont dit "Non !"* » [20].

Fait significatif, parmi les dirigeants de la grève il y avait de nombreux membres du parti. B. Guetta, l'envoyé spécial du quotidien *Le Monde* à Jastrzebie, rapporte le dialogue suivant : *« Vous êtes un traître au Parti, alors ? — Certainement pas, je suis fidèle au Parti, mais comme le disait Lénine, qui n'était pas un idiot, le but est de donner le pouvoir à la classe ouvrière. Moi, je ne veux pas m'acheter une Mercedes ni même une Volskwagen, mais je veux que les femmes des grévistes n'aient pas à faire la queue devant les magasins et que les gens vivent convenablement. »* Et cet autre qui ajoute : *« Le système en tant que tel est le meilleur qu'on puisse imaginer. Mais il faut changer la façon dont est exercé le pouvoir et que ces gens, qui ont des comptes bancaires en Occident, cessent de s'enrichir et commencent à réfléchir à ce qu'il faut faire pour que le pays soit ce qu'il devrait être. »*

Revendication particulièrement explosive en Silésie, où la tradition des bureaucrates de s'enrichir en abusant des biens sociaux était déjà longue. Gierek l'avait élargie à l'ensemble de la Pologne seulement en 1971, mais en tant que Premier secrétaire du Parti dans la région depuis 1957, il y jouissait d'une réputation aussi certaine que fondée.

Le 4 septembre, le pouvoir accordait au MKS de Silésie les 21 revendications de Gdansk. De plus, les mineurs obtenaient le samedi comme jour férié à partir de 1981, la retraite à 50 ans pour ceux qui travaillent au fond, la suppression du travail en « quatre équipes de six heures », le relèvement des allocations familiales au niveau de celles de la milice et la dissolution du syndicat officiel local. Le fond de caisse du syndicat officiel local passait au syndicat libre.

La coordination avec les ouvriers du littoral et la constitution d'un syndicat indépendant à l'échelle nationale devenait à l'ordre du jour.

Cyril Smuga
Les 2-4 septembre 1980

Les 21 revendications du comité de grève interentreprises (MKS)

1. Reconnaissance des syndicats libres et indépendants du Parti et des employeurs, sur la base de la Convention n° 87 de l'OIT (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne ;

2. Garantir le droit à la grève, à la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident ;

3. Respecter les libertés d'expression, de publication et d'impression, garanties par la Constitution. Arrêt de la répression des publications indépendantes et accès aux médias de toutes les Églises ;

4. Rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques ; libération de tous les prisonniers politiques, y compris Edmund Zadrozynski, Jan Kozlowski et Marek Kozlowski ; cessation des représailles pour raison d'opinion.

5. Diffusion par les mass medias de l'information sur la création du comité de grève interentreprises et publication de ses revendications ;

6. Lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique de la Pologne et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer à la discussion sur le programme des réformes ;

7. Payer tous les grévistes comme pendant les périodes de congé ;

8. Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2000 zlotys par mois en compensation de l'augmentation du prix de la viande ;

9. Échelle mobile des salaires ;

10. Garantie de l'approvisionnement du marché intérieur en produits alimentaires et limitation de l'exportation aux surplus ;

11. Introduction des cartes de rationnement pour la viande jusqu'à la stabilisation du marché ;

12. Suppression des prix commerciaux et des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur ;

13. Désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti. Suppression des privilèges de la police (MO), de la Sécurité (SB) et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales ;

14. Droit à la retraite après trente-cinq ans de travail, à 50 ans pour des femmes et à 55 ans pour les hommes ;

15. Suppression des différences entre les deux systèmes de pensions et de retraites par alignement sur le plus favorable ;

16. Amélioration des conditions de travail des services médicaux afin d’assurer aux travailleurs les services dont ils ont besoin ;

17. Création de crèches et d’écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent ;

18. Extension de la durée du congé maternel rémunéré à trois ans ;

19. Limitation du temps d’attente pour l’attribution de logements ;

20. Augmentation des indemnités de déplacement de 40 à 100 zlotys et de la prime de séparation ;

21. Compensation dans les usines travaillant à plein temps de l’absence du samedi libre par l’allongement de la période de congé ou par l’introduction de jours fériés particuliers.

Notes

1. L’opposition polonaise, alors organisée au sein du Comité de défense des ouvriers (KOR) devenu Comité d’autodéfense sociale (KSS-KOR), du Mouvement de défense des Droits de l’Homme et du Citoyen (ROPCiO) et de la Confédération de la Pologne Indépendante (KPN), publiait depuis 1976 clandestinement de nombreux bulletins ainsi que des livres. Le bulletin du KOR adressé aux travailleurs, « Robotnik » (« Ouvrier »), avait publié dans un numéro spécial diffusé fin 1979 et début 1980 à plusieurs dizaines de milliers d’exemplaires, un programme d’action qui culminait avec la revendication de syndicats libres.

2. La grève et la manifestation des travailleurs de cette entreprise, portant alors le nom de ZISPO (Entreprise métallurgique Joseph Staline de Poznan), qui produisait alors les locomotives vapeur, d’abord durement réprimés — le premier ministre Cyrankiewicz, ancien social-démocrate qui avait organisé l’intégration du Parti socialiste polonais au sein du parti stalinien unique en 1948, avait alors déclaré : « Ceux qui lèvent la main sur le pouvoir populaire doivent savoir que cette main leur sera coupée ! » — ont ouvert le processus d’une révolution des conseils ouvriers qui a culminé en octobre 1956 (« Octobre polonais »).

3. Cette usine des tracteurs, employant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, dont la grève de juin 1976, durement réprimée, a conduit les intellectuels opposants à créer le KOR en septembre 1976, devint le bastion du syndicalisme indépendant au cours des années 1980. Elle a été liquidée au cours des années 1990 à la suite de la restauration du capitalisme.

4. Produisant sous licence la Fiat 126p, privatisée en 1992 au profit de la Fiat.

5. Fabrique d’hélicoptères dont les grévistes ont été, avec les cheminots, à l’origine de la grève générale de la région de Lublin en juillet 1980. En janvier 2010 l’usine a été privatisée au profit d’Augusta-Westland, qui a acquis 87,62 % des parts pour 82,2 millions d’euros.

6. En juin 1976 des grèves ont éclaté contre la hausse des prix alimentaires, notamment à Ursus (tracteurs), où les grévistes ont bloqué la ligne internationale de chemin de fer Paris-Moscou, à Radom (métallurgie), où des manifestations et des affrontements de rue avec la police ont eu lieu, et à Plock (pétrochimie). Les autorités cédèrent sur les prix, mais multiplièrent les arrestations et les condamnations des travailleurs grévistes. L’opposition intellectuelle a alors pris la défense des travailleurs réprimés.

7. En décembre 1970, à la suite de la hausse des prix des produits alimentaires, des grèves et des manifestations ont éclaté dans les ports de la Baltique, Gdansk, Gdynia et Szczecin. Rassemblés

devant les sièges départementaux du parti au pouvoir, les travailleurs les ont pris de force lorsque les bureaucrates refusèrent de négocier. La milice (5 000) et l'armée (27 000 soldats, 500 chars et 700 transporteurs blindés) ont tiré, tuant au moins 39 manifestants et en blessant 1 164. Plus de 3 000 furent emprisonnés. Le premier secrétaire du parti, Wladyslaw Gomulka (porté au pouvoir en octobre 1956) a été destitué le 20 décembre 1970, remplacé par Edward Gierek. Ce dernier a rencontré les grévistes à Gdansk et Szczecin (en janvier 1971) parvenant à les convaincre que la hausse des prix ne pouvait être annulée, faute de produits. En février 1971 les ouvrières de l'industrie textile de Lodz ont fait grève, refusant de négocier tant que la hausse de prix ne sera pas annulée. Elles obtinrent gain de cause : les prix des principaux produits alimentaires furent bloqués à leur niveau d'avant la hausse.

8. Le compte-rendu de la grève d'Ursus par Robotnik a été publié dans Inprecor n° 82/83 du 31 juillet 1980.

9. Cela éclaire singulièrement les explications des bureaucrates sur l'alcoolisme des ouvriers… Dès que ceux-ci commençaient à jouer le rôle qui est le leur, s'occuper des affaires du pays, « l'alcoolisme », comme le « désespoir », disparaissait. Durant les dix-huit jours de grève les 15 000 à 17 000 grévistes du chantier ne boiront pas une goutte d'alcool. Ce fut au tour des bureaucrates de trinquer ! En 1980 et 1981 la consommation d'alcool fut réduite de plus d'un tiers. Elle augmenta fortement après le coup d'État du 13 décembre 1981.

10. Nom de la centrale officielle, unique, des syndicats. Dans l'appareil bureaucratique elle se distinguait par son rôle de voie de garage pour les bureaucrates écartés de la direction : ils gardaient leurs privilèges, leurs honneurs, etc. et… pouvaient se consacrer à leur « hobby » favori.

11. Interview à Rouge n° 933 du 29 août 1980. Jean-Yves Touvais (pseudonyme de Jean-Yves Potel), journaliste de Rouge, était dans le chantier naval « Lénine » à Gdansk en août 1980 et permit à cet hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire d'informer ses lectrices et lecteurs sur le développement de cette grève historique plus complètement que la plupart des quotidiens (Le Monde, avec Bernard Guetta, son envoyé spécial présent dans le chantier naval, faisant une remarquable exception !). Jean-Yves Potel a publié en 1981 un remarquable essai/reportage sur les grèves d'août 1980, Scènes de grève en Pologne (nouvelle édition : Éditions Noir sur Blanc, Lausanne-Paris 2006, 25 €)

12. Cette discussion a été rapportée par Bernard Guetta dans Le Monde daté du 19 août 1980. A noter que Bogdan Borusewicz, militant expérimenté dans l'opposition depuis 1968, faisait la preuve des limites de cette expérience lorsque la situation change brutalement, regardant vers le passé (intervention en Tchécoslovaquie en 1968) alors que le rapport de forces entre la bureaucratie et la classe ouvrière changeait brusquement : les travailleurs apprenaient en un jour plus que durant des années, découvrant leur puissance jusque là potentielle, une grève générale était dans l'air, l'URSS était empêtrée dans la guerre en Afghanistan… Il venait de formuler « la crainte de l'intervention soviétique » qui durant les seize mois suivants conduira les militants du KOR, qui avaient joué jusque là le rôle de l'avant-garde, à tenter d'imposer « l'autolimitation » à la révolution polonaise, à s'opposer à la dynamique du mouvement de masse, de freiner les initiatives spontanées ou proposées par d'autres militants (« la grève active », c'est-à-dire la prise du contrôle de la production et de la distribution par les travailleurs auto-organisés, la question de la prise du pouvoir central par les masses organisées dans le puissant mouvement social et syndical que constituerait le syndicat indépendant autogéré « Solidarnosc » et le mouvement des conseils ouvriers qui se coordonnait à l'échelle régionale et nationale en 1981, la nécessité de faire pénétrer ce mouvement dans les casernes en exigeant le droit syndical pour la troupe…) et, finalement, à s'avérer incapables de préparer le mouvement à l'affrontement inévitable dont la bureaucratie a pu choisir la date et reprendre l'initiative en instaurant l'état de guerre le 16 décembre 1981. Le programme d'action

élaboré par les militants du KOR et publié dans Robotnik culminait en effet avec la revendication du syndicat libre. Une fois cette revendication réalisée, les militants du KOR n'avaient plus de programme… alors que la cohabitation entre un pouvoir ouvrier naissant et le pouvoir de la bureaucratie de plus en plus réduit à son appareil de répression n'était pas possible à long terme.

13. Ce comité comptait, avant la grève, une vingtaine de militants, plus ou moins actifs (ainsi, Lech Walesa, participait peu aux réunions de discussion et de formation, mais était souvent le premier à lancer les tracts du haut d'un toit…) et un réseau de contacts, mais fut capable d'organiser des manifestations (interdites) de plusieurs milliers.

14. Tout en gardant une constante : « Selon l'Agence PAP, dans la journée d'aujourd'hui, dans certaines entreprises de la tri-ville, les arrêts de travail continuaient » (ce qu'on se racontait comme une bonne blague à Gdansk !)

15. Distante de moins de 100 km au est-sud-est de Gdansk, alors 110 000 habitants et préfecture du département de même nom.

16. Malheureusement les liens avec les soldats de cette importante armée de conscription n'ont pas été poursuivis par les dirigeants du syndicat issu de la grève. La durée du service militaire a été prolongée par le gouvernement pour éviter que la troupe ne soit pénétrée par la nouvelle génération qui avait connu les premiers mois de la révolution et pour y garder ceux qui, isolés dans les casernes, n'ont pas eu l'occasion de sentir le vent de la liberté qui soufflait dans le pays. Le syndicat « Solidarnosc » s'est refusé — sous l'influence de la thèse d'autolimitation nécessaire — de revendiquer le droit syndical dans les casernes. La bureaucratie a ainsi pu compter sur son armée pour réaliser le coup d'État et briser le mouvement en décembre 1981.

17. Immédiatement des milliers de bulletins syndicaux — distribués en son sein, mais le Syndicat indépendant autogéré « Solidarité » compta très vite dix millions de membres (sur quatorze millions de personnes en âge de travailler) — sont apparus, dans la plupart des grandes usines et dans les structures régionales du syndicat (qui a repris la structure des comités de grève interentreprises dans tout le pays). Mais il faudra attendre plusieurs mois pour que paraisse, soumis à la censure, l'hebdomadaire du syndicat. Quant au quotidien, il ne verra le jour qu'en 1989, après un accord sur la restauration du capitalisme et de la démocratie parlementaire entre une direction syndicale qui s'était largement autonomisée de sa base et la bureaucratie étatique qui transformait ses privilèges de fonction (instables) en privilèges de propriété…

18. Adresse du premier local du syndicat libre à Gdansk.

19. Ainsi se terminait l'article, écrit le 2 septembre 1980. Ce qui suit est un post-scriptum écrit le soir du 4 septembre et rajouté au dernier moment dans Inprecor n° 84. La première réunion nationale des délégués des syndicats libres en cours de constitution a eu lieu le 17 septembre à Gdansk. Au cours de cette rencontre Karol Modzelewski, opposant de longue date et auteur avec Jacek Kuron d'un véritable programme de révolution antibureaucratique — « La lettre ouverte au POUP » (publiée en français d'abord en tant que supplément à la revue Quatrième Internationale puis par les éditions François Maspero) a réussi à persuader les présents qu'il faut construire un syndicat national unifié et a proposé le nom : « Solidarnosc ». Le syndicat sera, après de nouveaux combats, officiellement enregistré le 10 novembre 1980. Son premier congrès national a eu lieu en deux temps, les 5-10 septembre 1981 et les 26 septembre - 7 octobre à Gdansk.

20. Cette citation et les suivantes sont extraites du reportage de Bernard Guetta par dans Le Monde daté du 5 septembre 1980.

P.-S.

* Republié dans Inprecor N° 564-565, août-septembre 2010.

* Jan Malewski est actuellement rédacteur d'*Inprecor* et membre du Bureau exécutif de la IVe Internationale.

Notes

[1] L'opposition polonaise, alors organisée au sein du Comité de défense des ouvriers (KOR) devenu Comité d'autodéfense sociale (KSS-KOR), du Mouvement de défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (ROPCiO) et de la Confédération de la Pologne Indépendante (KPN), publiait depuis 1976 clandestinement de nombreux bulletins ainsi que des livres. Le bulletin du KOR adressé aux travailleurs, « Robotnik » (« Ouvrier »), avait publié dans un numéro spécial diffusé fin 1979 et début 1980 à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, un programme d'action qui culminait avec la revendication de syndicats libres.

[2] La grève et la manifestation des travailleurs de cette entreprise, portant alors le nom de ZISPO (Entreprise métallurgique Joseph Staline de Poznan), qui produisait alors les locomotives vapeur, d'abord durement réprimés — le premier ministre Cyrankiewicz, ancien social-démocrate qui avait organisé l'intégration du Parti socialiste polonais au sein du parti stalinien unique en 1948, avait alors déclaré : « Ceux qui lèvent la main sur le pouvoir populaire doivent savoir que cette main leur sera coupée ! » — ont ouvert le processus d'une révolution des conseils ouvriers qui a culminé en octobre 1956 (« Octobre polonais »).

[3] Cette usine des tracteurs, employant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, dont la grève de juin 1976, durement réprimée, a conduit les intellectuels opposants à créer le KOR en septembre 1976, devint le bastion du syndicalisme indépendant au cours des années 1980. Elle a été liquidée au cours des années 1990 à la suite de la restauration du capitalisme.

[4] Produisant sous licence la Fiat 126p, privatisée en 1992 au profit de la Fiat.

[5] Fabrique d'hélicoptères dont les grévistes ont été, avec les cheminots, à l'origine de la grève générale de la région de Lublin en juillet 1980. En janvier 2010 l'usine a été privatisée au profit d'Augusta-Westland, qui a acquis 87,62 % des parts pour 82,2 millions d'euros.

[6] En juin 1976 des grèves ont éclaté contre la hausse des prix alimentaires, notamment à Ursus (tracteurs), où les grévistes ont bloqué la ligne internationale de chemin de fer Paris-Moscou, à Radom (métallurgie), où des manifestations et des affrontements de rue avec la police ont eu lieu, et à Plock (pétrochimie). Les autorités cédèrent sur les prix, mais multiplièrent les arrestations et les condamnations des travailleurs grévistes. L'opposition intellectuelle a alors pris la défense des travailleurs réprimés.

[7] En décembre 1970, à la suite de la hausse des prix des produits alimentaires, des grèves et des manifestations ont éclaté dans les ports de la Baltique, Gdansk, Gdynia et Szczecin. Rassemblés devant les sièges départementaux du parti au pouvoir, les travailleurs les ont pris de force lorsque les bureaucrates refusèrent de négocier. La milice (5 000) et l'armée (27 000 soldats, 500 chars et 700 transporteurs blindés) ont tiré, tuant au moins 39 manifestants et en blessant 1 164. Plus de 3 000 furent emprisonnés. Le premier secrétaire du parti, Wladyslaw Gomulka (porté au pouvoir en octobre 1956) a été destitué le 20 décembre 1970, remplacé par

Edward Gierek. Ce dernier a rencontré les grévistes à Gdansk et Szczecin (en janvier 1971) parvenant à les convaincre que la hausse des prix ne pouvait être annulée, faute de produits. En février 1971 les ouvrières de l'industrie textile de Lodz ont fait grève, refusant de négocier tant que la hausse de prix ne sera pas annulée. Elles obtinrent gain de cause : les prix des principaux produits alimentaires furent bloqués à leur niveau d'avant la hausse.

[8] Le compte-rendu de la grève d'Ursus par Robotnik a été publié dans *Inprecor* n° 82/83 du 31 juillet 1980.

[9] Cela éclaire singulièrement les explications des bureaucrates sur l'alcoolisme des ouvriers… Dès que ceux-ci commençaient à jouer le rôle qui est le leur, s'occuper des affaires du pays, « l'alcoolisme », comme le « désespoir », disparaissait. Durant les dix-huit jours de grève les 15 000 à 17 000 grévistes du chantier ne boiront pas une goutte d'alcool. Ce fut au tour des bureaucrates de trinquer ! En 1980 et 1981 la consommation d'alcool fut réduite de plus d'un tiers. Elle augmenta fortement après le coup d'État du 13 décembre 1981.

[10] Nom de la centrale officielle, unique, des syndicats. Dans l'appareil bureaucratique elle se distinguait par son rôle de voie de garage pour les bureaucrates écartés de la direction : ils gardaient leurs privilèges, leurs honneurs, etc. et… pouvaient se consacrer à leur « hobby » favori.

[11] Interview à *Rouge* n° 933 du 29 août 1980. Jean-Yves Touvais (pseudonyme de Jean-Yves Potel), journaliste de *Rouge*, était dans le chantier naval « Lénine » à Gdansk en août 1980 et permit à cet hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire d'informer ses lectrices et lecteurs sur le développement de cette grève historique plus complètement que la plupart des quotidiens (*Le Monde*, avec Bernard Guetta, son envoyé spécial présent dans le chantier naval, faisant une remarquable exception !). Jean-Yves Potel a publié en 1981 un remarquable essai/reportage sur les grèves d'août 1980, *Scènes de grève en Pologne* (nouvelle édition : Éditions Noir sur Blanc, Lausanne-Paris 2006, 25 €).

[12] Cette discussion a été rapportée par Bernard Guetta dans *Le Monde* daté du 19 août 1980. A noter que Bogdan Borusewicz, militant expérimenté dans l'opposition depuis 1968, faisait la preuve des limites de cette expérience lorsque la situation change brutalement, regardant vers le passé (intervention en Tchécoslovaquie en 1968) alors que le rapport de forces entre la bureaucratie et la classe ouvrière changeait brusquement : les travailleurs apprenaient en un jour plus que durant des années, découvrant leur puissance jusque là potentielle, une grève générale était dans l'air, l'URSS était empêtrée dans la guerre en Afghanistan… Il venait de formuler « la crainte de l'intervention soviétique » qui durant les seize mois suivants conduira les militants du KOR, qui avaient joué jusque là le rôle de l'avant-garde, à tenter d'imposer « l'autolimitation » à la révolution polonaise, à s'opposer à la dynamique du mouvement de masse, de freiner les initiatives spontanées ou proposées par d'autres militants (« la grève active », c'est-à-dire la prise du contrôle de la production et de la distribution par les travailleurs auto-organisés, la question de la prise du pouvoir central par les masses organisées dans le puissant mouvement social et syndical que constituerait le syndicat indépendant autogéré « Solidarnosc » et le mouvement des conseils ouvriers qui se coordonnait à l'échelle régionale et nationale en 1981, la nécessité de faire pénétrer ce mouvement dans les casernes en exigeant le droit syndical pour la troupe…) et, finalement, à s'avérer incapables de préparer le mouvement à l'affrontement inévitable dont la bureaucratie a pu choisir la date et reprendre l'initiative en instaurant l'état de guerre le 16 décembre 1981. Le programme d'action élaboré par les militants du KOR et publié dans Robotnik culminait en effet avec la revendication du syndicat libre. Une fois cette revendication réalisée, les militants du KOR n'avaient plus de programme… alors que la cohabitation entre un pouvoir

ouvrier naissant et le pouvoir de la bureaucratie de plus en plus réduit à son appareil de répression n'était pas possible à long terme.

[13] Ce comité comptait, avant la grève, une vingtaine de militants, plus ou moins actifs (ainsi, Lech Walesa, participait peu aux réunions de discussion et de formation, mais était souvent le premier à lancer les tracts du haut d'un toit…) et un réseau de contacts, mais fut capable d'organiser des manifestations (interdites) de plusieurs milliers.

[14] Tout en gardant une constante : *« Selon l'Agence PAP, dans la journée d'aujourd'hui, dans certaines entreprises de la tri-ville, les arrêts de travail continuaient »* (ce qu'on se racontait comme une bonne blague à Gdansk !).

[15] Distante de moins de 100 km au est-sud-est de Gdansk, alors 110 000 habitants et préfecture du département de même nom.

[16] Malheureusement les liens avec les soldats de cette importante armée de conscription n'ont pas été poursuivis par les dirigeants du syndicat issu de la grève. La durée du service militaire a été prolongée par le gouvernement pour éviter que la troupe ne soit pénétrée par la nouvelle génération qui avait connu les premiers mois de la révolution et pour y garder ceux qui, isolés dans les casernes, n'ont pas eu l'occasion de sentir le vent de la liberté qui soufflait dans le pays. Le syndicat « Solidarnosc » s'est refusé — sous l'influence de la thèse d'autolimitation nécessaire — de revendiquer le droit syndical dans les casernes. La bureaucratie a ainsi pu compter sur son armée pour réaliser le coup d'État et briser le mouvement en décembre 1981.

[17] Immédiatement des milliers de bulletins syndicaux — distribués en son sein, mais le Syndicat indépendant autogéré « Solidarité » compta très vite dix millions de membres (sur quatorze millions de personnes en âge de travailler) — sont apparus, dans la plupart des grandes usines et dans les structures régionales du syndicat (qui a repris la structure des comités de grève interentreprises dans tout le pays). Mais il faudra attendre plusieurs mois pour que paraisse, soumis à la censure, l'hebdomadaire du syndicat. Quant au quotidien, il ne verra le jour qu'en 1989, après un accord sur la restauration du capitalisme et de la démocratie parlementaire entre une direction syndicale qui s'était largement autonomisée de sa base et la bureaucratie étatique qui transformait ses privilèges de fonction (instables) en privilèges de propriété…

[18] Adresse du premier local du syndicat libre à Gdansk.

[19] Ainsi se terminait l'article, écrit le 2 septembre 1980. Ce qui suit est un post-scriptum écrit le soir du 4 septembre et rajouté au dernier moment dans *Inprecor* n° 84. La première réunion nationale des délégués des syndicats libres en cours de constitution a eu lieu le 17 septembre à Gdansk. Au cours de cette rencontre Karol Modzelewski, opposant de longue date et auteur avec Jacek Kuron d'un véritable programme de révolution antibureaucratique — « La lettre ouverte au POUP » (publiée en français d'abord en tant que supplément à la revue *Quatrième Internationale* puis par les éditions François Maspero) a réussi à persuader les présents qu'il faut construire un syndicat national unifié et a proposé le nom : « Solidarnosc ». Le syndicat sera, après de nouveaux combats, officiellement enregistré le 10 novembre 1980. Son premier congrès national a eu lieu en deux temps, les 5-10 septembre 1981 et les 26 septembre - 7 octobre à Gdansk.

[20] Cette citation et les suivantes sont extraites du reportage de Bernard Guetta par dans Le Monde daté du 5 septembre 1980.